

OUVERTURE D'UN « SLEEP-IN » FRIBOURGEOIS EN QUESTION

Associations sans le sou

FRIBOURG, LA CHAUX-DE-FONDS — La crise fait aujourd'hui grossir les rangs des sans-abri. A Fribourg, ils ne sont pourtant pas sûrs de trouver un toit cet automne. La Ville refuse en effet de participer au financement du « sleep-in » et son ouverture n'est pas certaine. On n'est guère plus avancé à La Chaux-de-Fonds, où les conteurs sociaux n'ont pas convaincu.

La Tuile est en manque de briques. L'association, qui réunit des membres de plusieurs institutions sociales fribourgeoises, aimerait pouvoir offrir un

toit aux sans-abri à la fin du mois prochain ou au début de novembre. Mais les subventions se font encore attendre et le projet d'un « sleep-in » de près de vingt lits est loin d'être bétonné.

L'étude remonte à 1991. Les institutions avaient alors recensé 471 demandes d'hébergement à court terme. Malheureusement, les trois places du centre Carrefour et les huit places pour clochards au foyer Saint-Louis sont nettement insuffisantes et pas faites pour les gens dans l'attente d'un appartement, les jeunes en conflit avec leurs parents et tous les autres marginaux.

Demande urgente

La demande était urgente. Elle l'est encore plus aujourd'hui, avec les chômeurs et les victimes de la crise. Afin d'ouvrir une maison de vingt lits le soir et la nuit, distribuer des repas et une écoute, La Tuile aurait eu besoin de 425 000 fr.

La Tuile s'est adressée à la Ville de Fribourg l'an passé et cette année. Mais sa demande a été refusée. La raison? Financière, bien sûr. « Il est déjà dur de maintenir les acquis pour les institutions sociales. Nous ne pouvions pas en subventionner une nouvelle et le besoin n'est pas catastrophique », indique la conseillère communale Madeleine Duc. Le projet a donc été ramené à 230 000 fr. « La prise en charge en souffrira, je le regrette. Nous ne pensions pas seulement caser des gens, mais aussi les assister. Nous serons pourtant obligés de travailler avec des étudiants ou des bénévoles », soupire le responsable, Martin Hosek. Cela n'a toutefois

pas suffi et La Tuile dépendra maintenant d'une éventuelle participation de l'Office fédéral de la santé publique.

Mais derrière les budgets et les caisses vides, il y a aussi autre chose. « J'ai été surpris de l'hostilité. Nous avons en fait été reçus comme des adversaires. Comme si notre projet était un reproche au travail des Affaires sociales, alors qu'il s'agit d'un problème différent et complémentaire », lâche Martin Hosek.

Ce sentiment, Roger Mueller l'a aussi ressenti à La Chaux-de-Fonds. Le responsable des Affaires sociales de la capitale horlogère a ainsi proposé l'aménagement de conteneurs d'habitation pour un loyer de 200 fr. par mois. Le Conseil communal a bien proposé des terrains, mais aucune association, club service ou entreprise n'a pour l'instant répondu à l'appel.

Roger Mueller parle aujourd'hui d'« espaces de vie » ou de « modules », car l'idée de conteneurs a été plutôt mal prise. Il n'empêche. Les réponses laissent entendre que, pour ces cas sociaux, on a déjà donné. Les aides fédérales? « Cela veut dire institutionnaliser, alors que nous essayons de l'éviter. Il faut donner aux marginaux la possibilité de s'en sortir en dehors des centres. D'autant plus qu'on pourrait ainsi faire du social moins cher », conclut-il, un peu amer.

Seuls les sans-abri genevois ont finalement de la chance. Le centre d'accueil Le Racard a en effet été ouvert au bon moment, puisqu'il existe depuis dix ans déjà. Mais il n'est pas non plus entièrement à l'abri des problèmes de financement. **Patrick COMBREMONT**